

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEMOULERIE PANZANI

131 avenue Corot
13013 MARSEILLE 13

Références : D-1739-MRS-2022
Code AIOT : 0006400688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement SEMOULERIE PANZANI implanté 131, avenue Corot 13013 MARSEILLE 13. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED - BREF FDM du site. Il a pour principal objectif de s'assurer que l'exploitant respecte l'arrêté ministériel du 27/02/2020 correspondant à sa date d'entrée en vigueur du 04/12/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMOULERIE PANZANI
- 131, avenue Corot 13013 MARSEILLE 13
- Code AIOT : 0006400688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PANZANI fabrique dans son usine de Saint-Just de la semoule et de la farine de blé dur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Instruction dossier de réexamen IED : thématiques air et bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Plan de gestion du bruit	Décision d'exécution du 12/11/2019, article Annexe : point 13.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/08/1998, article 1	/	Sans objet
2	Points de rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
3	VLE - rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe : point 21.1	/	Sans objet
4	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe : point 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non conformité pour ce qui concerne les points de contrôles vérifiés.

Toutefois, l'efficacité des mesures correctives mises en oeuvre pour respecter les niveaux de bruit réglementaires devra être confirmée par un nouveau contrôle des niveaux sonores dans un délai d'un mois.

Concernant les rejets atmosphériques, en vu de l'entrée en vigueur des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux MTD applicables aux sites soumis à autorisation au titre de la rubrique 3642, plus particulièrement la valeur limite d'émission de rejets atmosphériques, il est attendu que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour améliorer la qualité des rejets sur certains émissaires.

Le site fera l'objet de contrôle inopiné AIR en 2023 : la valeur d'émission de référence de ce contrôle étant celle de l'arrêté du 27/02/2020, il permettra de vérifier que le site est conforme ou non à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté ministériel (04/12/2023).

Concernant le cadre réglementaire applicable pour les limitation des niveaux sonores, l'exploitant a demandé, dans son dossier de réexamen IED, à ce que son arrêté préfectoral soit modifié de manière à ce que l'arrêté ministériel du 23/01/1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui soit applicable. Il est donc attendu qu'il transmette à l'inspection son positionnement par rapport aux niveaux de bruits résiduels et aux niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/1998, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations autorisées sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise à jour de la liste des ICPE avec documents justificatifs
Constats : Les installations classées au titre de la nomenclature ICPE ne sont pas modifiées. Les volumes d'activités correspondant aux rubriques 2910 et 4331 ont diminué suite à la suppression des installations en lien avec la villa qui n'est plus rattachée au site : respectivement 243,3 kW, au lieu de 296,3 kW (suppression de la chaufferie de la villa : 53 kW) et 5000 l soit 4.2 t, au lieu de 7500 l de fioul (suppression de la cuve de fioul de la villa, de 2500 l).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Points de rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Les points de rejet n° 9 à 12 ont été regroupés en 2018. L'inspection a constaté que l'exploitant a programmé des travaux de regroupement de 4 émissaires chacun. Ils sont planifiés lors des arrêts annuels des activités, semaines 28 -29 : - 2023 : points 19, 20, 21 et 22 - 2024 : points 14, 15, 16 et 17 Ces émissaires sont actuellement équipés de cyclones. Les nouveaux émissaires seront à filtres à manches.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection une note expliquant la pertinence et faisabilité technique de regrouper les émissaires restant. Un porter à connaissance permettant la mise à jour des prescriptions relatives aux points de rejets devra également être transmis par l'exploitant préalablement à la réalisation des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : VLE - rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe : point 21.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air : <ul style="list-style-type: none">- Paramètre : Poussière- VLE en mg/Nm^3 : 5- Fréquence de surveillance : une fois par an
Constats : L'inspection constate que le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques du 14/01/2022, indique que sur les 26 mesures réalisées sur les émissaires présents sur le site, 8 mesures dépassent $5 \text{ mg}/\text{Nm}^3$. 2 émissaires équipés de filtres à manches sont concernés par ce constat avec respectivement $11.8 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ (point 8) et $6.72 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ (point 23). L'exploitant explique que ces non-conformités sont dues à l'encrassement des filtres le jour des relevés. Les 6 émissaires restant, équipés de cyclones, font l'objet de travaux de regroupement déjà programmés pour 2023 (points 19, 20 et 22) et 2024 (points 14, 15 et 17).
Observations : Il est à noter que ces mesures sont conformes à la VLE de $30 \text{ mg}/\text{Nm}^3$, actuellement applicable au site, conformément à l'arrêté préfectoral 17/12/1992. L'arrêté ministériel du 27/02/2020 entrera en vigueur à compter du 04/12/2023. L'exploitant programme une campagne de relevés de mesures des rejets atmosphériques en appliquant les méthodes prescrites par le point 2 de l'arrêté ministériel de 2020 et en tenant compte des prescriptions de l'article 21.1 : VLE en $\text{mg}/\text{Nm}^3 = 5$. Le rapport de relevé de mesures sera transmis à l'inspection d'ici fin novembre 2022. L'exploitant précisera alors, le cas échéant, les mesures qu'il prévoit de mettre en oeuvre pour être conforme à la valeur limite applicable à à compter du 04/12/2023, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel de 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des émissions canalisées dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe : point 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions canalisées dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante : - Paramètre : Poussière - Norme : NF EN 13284-1</p>
<p>Constats : Les rejets atmosphériques sont mesurés une fois par an par un organisme agréé. Le dernier rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisées en 2021 (rapport de 2022) précise que celles-ci sont réalisées selon la norme NF EN 13284-1.</p> <p>Une société extérieure spécialisée est en charge du suivi des rejets atmosphériques (filtres et cyclones). Les contrôles s'effectuent au moins 1 fois par an.</p> <p>Les émissaires et les dispositifs de traitement avant rejet sont régulièrement surveillés en interne. Particulièrement, le taux d'encrassement des filtres à manches sont vérifiés, 2 fois par mois. Les manches sont nettoyés ou remplacés en cas de besoin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion du bruit

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article Annexe : point 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : • un protocole précisant les actions et le calendrier ; • un protocole de surveillance des émissions sonores ; • un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; • un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en œuvre une procédure de suivi des plaintes sur nuisances sonores du site ainsi que les suites données.</p> <p>L'inspection a constaté également que les mesures des émissions sonores ont été réalisées en 2021 : rapport APAVE n° 12086219-001 (en date du 03/02/2022). Cette campagne a été mise en œuvre à la demande de l'inspection, suite à la visite d'inspection de 2021, conformément à l'article IV-6 de l'arrêté préfectoral du 17/12/1992. L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre les actions nécessaires pour identifier et réduire les sources à l'origine des dépassements constatés (Cf ci-dessous).</p>
<p>Observations : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20/08/85 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent actuellement au site. Néanmoins, au vu de l'évolution de l'environnement du site, d'un côté, et de la réglementation, de l'autre, l'exploitant demande, dans son dossier de réexamen IED - BREF FDM, à ce que l'arrêté ministériel du 23/01/1997, relatif à la limitation des bruits émis</p>

dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, lui soit applicable.

Aussi, l'inspection a analysé le dernier rapport relatif aux nuisances sonores du 03/02/2022 en tenant compte dudit arrêté de 1997.

Ce rapport a relevé les non-conformités ci-après :

- Mesures en zone à émergence réglementée :

- la mesure relevée en période nocturne est non-conforme. L'exploitant indique, par courriel du 09/11/2022, que cette non-conformité est due au fait que les "*fenêtres du moulin donnant sur les habitations situées au Nord-Ouest du site restées ouvertes, émissions de bruit des installations de fabrication*", il précise avoir fait une "*sensibilisation des équipes sur la fermeture des fenêtres notamment celles côté Nord-Ouest*".

- Mesures en limite de propriété du site :

- la mesure relevée en période nocturne au point LP1 est non-conforme. L'exploitant indique, par courriel du 09/11/2022, que 2 causes sont à l'origine de cette non-conformité :
 - la porte souple sectionnelle donnant sur les quais est hors service : il précise que "*la porte de quai a été remise en état cet été S29*" sans toutefois avoir fourni les éléments justificatifs ;
 - les moteurs de l'aspiration centralisée présents au niveau des quais de chargement génèrent des émissions sonores : il indique que "*les moteurs de l'aspiration centralisée ont été isolés par des cloisons le 29/10/2022*".

Il est attendu que l'exploitant justifie que ces non-conformités sont levées en réalisant une nouvelle campagne de mesures des bruits dans un délai d'un mois.

Par ailleurs, au vu de sa demande, l'exploitant doit également :

- se positionner sur les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles ;
- mesurer le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement ainsi que les niveaux de bruits résiduels : le rapport du 03/02/2022 se réfère à des niveaux résiduels issus de la campagne de mesure de 2016, qui doivent être mis à jour, notamment pour les mesures en ZER.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet